

National 4

Espionnage:  
Credit Suisse dans  
les pas de Nestlé

International 12

États-Unis:  
la jeunesse  
pour Bernie

En mouvement 14

Stop à l'huile  
de palme

Édito

## La liquidation de la question palestinienne

Santé

3 cahier émancipations

# UN SYSTÈME MALADE QUI NOUS REND MALADES

**L**e 28 janvier à Washington, un soi-disant « plan de paix » pour le Proche-Orient a été présenté par le président états-unien Donald Trump et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, en l'absence notable de la partie palestinienne. Ce plan constitue une nouvelle tentative de liquidation de la question palestinienne.

Ce plan de paix promet à Israël la souveraineté totale de Jérusalem et d'une grande partie de la Cisjordanie occupée (plus de 40%) par l'État israélien depuis 1967, dont la vallée du Jourdain. Cette langue de terre stratégique à la frontière jordanienne deviendrait ainsi sa nouvelle frontière orientale et représente l'essentiel des terres fertiles et des réserves d'eau. Le plan soutient également l'annexion de colonies israéliennes en échange du transfert de souveraineté vers un futur éventuel État palestinien de 14 villes et villages de palestiniens qui se trouvent à l'intérieur de l'État d'Israël.

Jérusalem-Est resterait la capitale indivisible de l'État d'Israël dans la continuité de la décision de transférer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem en novembre 2017.

L'éventuel État palestinien ressemblera donc aux bantoustans de l'Apartheid sud-africain avec une seule « frontière » directe avec un autre État, l'Égypte (à Gaza), sur laquelle Israël aurait



Monde du travail

10

## NON À L'EXTENSION DES HORAIRES D'OUVERTURE DES MAGASINS

un droit de regard au moyen d'«*arrangements spécifiques*» avec l'Égypte. L'État palestinien devrait également être démilitarisé.

De plus, le droit au retour des palestinien-ne-s est complètement bafoué, car le plan encourage leur intégration dans les pays dans lesquels ils-elles résident (avec l'accord de l'État hôte), ainsi que l'intégration de 5000 réfugié-e-s par an pendant 10 ans dans les pays membres de l'Organisation de coopération islamique (avec l'accord de ces pays). Le plan prévoit bien la possibilité pour les Palestiniens-ne-s d'une intégration dans le futur État palestinien, mais sous la condition que ce «retour» soit régulé par un comité conjoint israélo-palestinien. Les espoirs sont donc très limités au vu des politiques israéliennes coloniales et racistes.

Contre toutes ces concessions palestiniennes, le plan de Trump promet aux Palestiniens-ne-s un investissement de 50 milliards de dollars comme forme de compensation de leurs efforts pour parvenir à la paix. Le plan ne dit pas clairement qui va payer la facture et se contente de parler d'un fonds international qui fournirait les 50 milliards promis. En organisant leur présentation économique du plan à Manama, en juin 2019, les États-Unis avaient fait comprendre qu'ils s'attendaient à ce que les monarchies du Golfe avancent les sommes promises.

Les détails du plan s'inscrivent sans surprise dans la continuité de la politique amorcée par le gouvernement Trump depuis son arrivée au pouvoir. L'objectif est de mettre fin à la cause palestinienne et de renforcer l'alliance des États-Unis avec Israël dans la région.

Les classes populaires palestiniennes ont marqué leur rejet du plan de Trump en organisant des manifestations dans les territoires palestiniens occupés de la Cisjordanie, ainsi que dans la Bande de Gaza. Cinq Palestiniens sont déjà morts à cause de la répression des forces d'occupation israéliennes.

Face à cette nouvelle opération de liquidation de la question palestinienne, réaffirmons notre solidarité et notre soutien avec la lutte du peuple palestinien pour sa libération et l'émancipation contre l'État d'apartheid, raciste et colonial d'Israël soutenu par les puissances internationales impérialistes.

Joe Daher

# AGENDA

## Genève

MA 18 FÉVRIER

**LE CLIMAT EN JUSTICE**  
Procès d'un militant ayant dénoncé les investissements climaticides de Credit Suisse.

**12 h 15** Esplanade St-Antoine  
**Rassemblement festif**  
**18 h 30** 22 Bd des Philosophes  
**Table ronde**

Org.: Breakfree

VE 28 FÉV. 12 H 15

**60 ANS SEULEMENT! L'HISTOIRE DU SUFFRAGE FÉMININ GENEVOIS EN AFFICHES**

Vernissage de l'exposition  
**Parc des Bastions, Genève**

## Neuchâtel

MA 18 FÉV. 18 H 30

**LA JOURNÉE DE TRAVAIL VA-T-ELLE REDEVENIR UNE QUESTION SOCIALE?**  
Conférence de Nicola Cianferoni, post-doctorant UNIGE/UNINE

**UNIA, La Chaux-de-Fonds**

MA 18 FÉV. 21 H

**QUE FONT NOS PARLEMENTAIRES À BERNE?**

Discussion sur la concrétisation des revendications de la Grève féministe  
**UNIA, La Chaux-de-Fonds**

## International

25 JUILLET → 1<sup>er</sup> AOÛT

**RENCONTRES INTERNATIONALES DES JEUNES ANTICAPITALISTES**

Pour participer au déplacement collectif organisé par solidarités: [marie.jolliet@hotmail.fr](mailto:marie.jolliet@hotmail.fr)  
**France**

## National

Dimanche 8 mars

# GRÈVE DES FEMMES!

## National

VE 8

→

DI 10 MAI 2020

# UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE SOLIDARITÉS: POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE, L'ÉCOSOCIALISME COMME HORIZON D'ÉMANCIPATION



L'Université de printemps de solidarités est un week-end annuel de réflexion, de débats, d'échanges et de fête dans un cadre convivial en pleine campagne fribourgeoise. Le programme et le lien d'inscription seront publiés prochainement. Pour toute question, contactez Anouk: [anouk.essayad@gmail.com](mailto:anouk.essayad@gmail.com)

**BLOQUEZ DÈS À PRÉSENT CE WEEK-END DANS VOS AGENDAS!**

Impressum	5000 exemplaires	Titrage	23 n° par an
Éditeur	Journal solidarités	Comité éditorial	Laura Cazador Pierre Conscience Joseph Daher Morgaux Long Aude Martenot
Case postale 2089	1211 Genève 2	Rédaction	Gaëlle Kovalliv Marc Leemann Gabriella Lima Pascal Vosticki Françoise Wos
T +41 22 740 07 40	E <a href="mailto:journal@solidarites.ch">journal@solidarites.ch</a>	Maquette et mise en page	Niels Wehrspann Converture Niels Wehrspann Webmaster Sébastien L'Haire
W <a href="http://solidarites.ch/journal">solidarites.ch/journal</a>			

Abonnements	Annuel	fr. 80
Étudiant-e-s, chômeur-seuses, AVS/A...		fr. 40
Soutien	3 mois à l'essai	150
► Pour payer:	CCP 17-216950-1	Gratuit
► Demandez d'abonnement et changements d'adresse:	IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1	
► <a href="mailto:dbsos@solidarites.ch">dbsos@solidarites.ch</a>		

Contacts régionaux du mouvement	Genève	Fribourg/Friburg	Neuchâtel	Vaud
	25, rue des carres Case postale 2089 1211 Genève 2 T +41 22 740 07 40 E <a href="mailto:info@solidarites.ch">info@solidarites.ch</a> W <a href="http://solidarites.ch/geneve">solidarites.ch/geneve</a>	Case postale 1464 1701 Fribourg E <a href="mailto:fribourg@solidarites.ch">fribourg@solidarites.ch</a> T +41 79 326 31 34	Case postale 3105 2001 Neuchâtel T +41 77 502 79 53 E <a href="mailto:ne@solidarites.ch">ne@solidarites.ch</a> W <a href="http://solidarites.ch/ne">solidarites.ch/ne</a>	5 place Chauderon 1003 Lausanne T +41 79 302 38 34 E <a href="mailto:vaud@solidarites.ch">vaud@solidarites.ch</a> W <a href="http://solidarites.ch/vaud">solidarites.ch/vaud</a>



C'est grâce à la mobilisation populaire du Téléthon que le Zolgensma® a pu être développé.

**National** **Santé** **L'innovation selon Novartis**

# QUI VEUT PAYER DES MILLIONS?

**Novartis met en vente son dernier traitement à 2 millions de dollars. Elle propose une loterie pour l'offrir à 100 bébés. Face à la polémique, l'entreprise se ravise. Cette « maladresse » trahit une situation de prix exorbitants fixés dans la plus grande opacité.**

Depuis quelques mois, Novartis défraie la chronique. L'été dernier la polémique commence autour du prix de vente de son nouveau traitement, le Zolgensma®. Il permet de traiter l'amyotrophie spinale, maladie génétique rare incurable. La dose de cette nouvelle préparation coûte 2 millions.

Pour rajouter une couche à ce scandale, l'entreprise a annoncé dernièrement qu'elle offrirait ce nouveau médicament à 100 enfants tirés au sort. Vasant Narasimhan, directeur général de Novartis, défendait le procédé comme « le seul moyen que nous avons trouvé pour procéder à une distribution juste et équitable du produit disponible », la capacité de production étant très limitée (*Le Temps*, 4.2.2020). Le tirage au sort permettrait également de fournir le médicament dans les pays où celui-ci n'est pas encore autorisé, et ainsi de faire pression sur les autorités sanitaires des différents

pays pour qu'elles approuvent la commercialisation du Zolgensma®.

L'association AFM-Téléthon s'indigne : « Comment peut-on envisager un instant que la vie d'un enfant puisse être le gros lot d'une loterie ? ». Elle dénonce une véritable « roulette russe », éthiquement très critiquable. Les enfants atteints d'une amyotrophie spinale sévère sont condamné-e-s à mourir à court terme. Face à la polémique, Novartis renonce finalement au tirage au sort. Des doses seront malgré tout distribuées gratuitement, « mais selon des critères définis par Novartis et plus sur la base d'un tirage au sort » (*RTS*, 9.2.2020).

## **Des prix exorbitants et opaques**

Les réactions sont d'autant plus fortes que la recherche fondamentale ayant permis le développement de la thérapie a été financée par de l'argent public via l'AMF-Téléthon. La prime à l'innovation, argument souvent avancé pour

défendre le prix exorbitant des médicaments, ne tient pas. L'identification de l'anomalie génétique et sa correction a été faite au sein des laboratoires Généthon. Puis, ceux-ci ont signé un contrat de licence avec une start-up aux États-Unis, AveXis, pour la mise en place des essais cliniques et la commercialisation du produit. Novartis flaire le bon filon et rachète l'entreprise en mai 2018, pour 8,7 milliards de dollars (*Goliath Hebdo*, 9.1.2020). Monsieur Narasimhan avance : « Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit là d'un traitement unique et ponctuel, alors que d'autres options nécessitent d'être administrées sur des périodes pouvant représenter plusieurs décennies. Le prédécesseur du Zolgensma, par exemple, coûte plus de 5 millions de dollars sur dix ans [...]. Sous cet angle, le Zolgensma peut être considéré comme efficient en matière de coûts [...] et je suis persuadé que les systèmes de santé trouveront un moyen pour en couvrir le prix ».

Le prix du Zolgensma a donc été fixé en le comparant au prix du traitement concurrent actuel, le Spinraza®, produit par Biogen. Comme le soulignent des parents d'enfants souffrant d'amyotrophie spinale, les coûts de production réels de ces traitements sont impossibles à connaître. Selon Christian Cottet, directeur général de l'AFM-Téléthon, l'absence totale de transparence entretenue par les pharmas est l'une des causes majeures de l'envolée des prix (*Slate*, 1.09.2019).

## **Au-delà du scandale éthique, un problème politique**

Nous n'allons pas résoudre le problème des prix des médicaments par la moralisation des chefs d'entreprise de la pharmaceutique suisse et internationale. Nous ne pouvons pas non plus compter sur nos parlementaires et nos institutions pour défendre les intérêts des patient-e-s et de leurs familles par la contrainte des profits des entreprises pharmaceutiques. Le lobbying et les conflits d'intérêts sont légions sous la coupole du Palais fédéral. L'ONG Public Eye dénonce notamment le rôle opaque d'IG Biomed (Groupe d'intérêt Recherche biomédicale et innovation) défendant directement les intérêts d'Interpharma (Association des entreprises pharmaceutiques suisses pratiquant la recherche) (*Public Eye*, 26.09.2019).

Nous devons faire pression sur l'Office fédéral de la santé publique afin qu'il tienne tête au lobby des pharmas et effectue des contrôles beaucoup plus stricts des prix des nouveaux médicaments. Par exemple, les entreprises pharmaceutiques devraient avoir l'obligation de dévoiler les coûts réels de recherches et de production de leurs produits afin que les prix, les autorisations de vente et de remboursements puissent être fixés en toutes connaissances de cause. De plus, Swissmedic, l'autorité d'admission et de surveillance des médicaments, est financée en grande partie par les émoluments des entreprises pharmaceutiques (*Le Courrier*, 13.01.2020). Son indépendance vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique doit être garantie. Par ailleurs, nous soutenons le développement massif des génériques et de la recherche publique en limitant les brevets et les abus de « primes à l'innovation ».

Julien Nagel

# CREDIT SUISSE DANS LES PAS DE NESTLÉ

Douze ans après Nestlé, Credit Suisse perpétue la tradition helvétique du flicage politique en infiltrant Greenpeace et en faisant surveiller ses propres cadres.

Dans les couloirs feutrés de la banque internationale, du côté de la Paradeplatz zurichoise, il est tout à fait admis, voire recommandé, de se comporter comme un flibustier des Caraïbes. À condition que cela ne se voie pas. Surtout lorsque l'on a recentré sa banque sur la gestion de fortune, où la discrétion est un maître mot. C'est pour avoir oublié cette règle fondamentale que le directeur général du Credit Suisse, Tidjane Thiam, vient de se faire virer, malgré des résultats présentables en matière de restructuration.

Depuis quelques mois, la banque faisait régulièrement la une pour ses pratiques de surveillance de ses cadres. Après l'utilisation de détectives privés filant l'ancien responsable de la gestion de fortune internationale, Iqbal Khan, on a appris que le même sort avait été réservé à l'ex-directeur des ressources humaines, Peter Goerke. Du coup, le chef des opérations de Credit Suisse, bras

droit de Thiam, est lui aussi viré. Mais le cave se rebiffe: son licenciement lui fait perdre plusieurs millions d'actions bloquées. Olivier-Pierre Bouée envisage donc de porter l'affaire devant la justice, ce qui assurerait une longue et mauvaise publicité à la banque.

La partie helvétique du Conseil d'administration, son président Urs Rohner et son soutien, Severin Schwan de la multinationale Roche, sifflent la fin de la récréation. Ces deux sont, avec le fonds Blackrock et le Fonds souverain norvégien, plus sensibles à l'effet d'image que les gros actionnaires moyen-orientaux (Fonds souverain du Qatar, Olayan de l'Arabie saoudite). Le coup de pouce à l'éjection de Thiam fut la dernière (?) révélation concernant l'infiltration politique de Greenpeace par Credit Suisse.

### Le silence est d'or

L'ONG avait perturbé l'assemblée générale des actionnaires de la banque en 2017, protestant contre



Action de Greenpeace lors de l'AG de Credit Suisse pour protester sur son financement du Dakota Access Pipeline, avril 2017.

l'appui financier qu'elle apportait à un projet de pipe-line dans le Dakota du Nord. Grand seigneur, Thiam avait alors déclaré qu'il soutenait la liberté d'expression. La suite fut nettement moins glorieuse. Credit Suisse a infiltré le groupe de Greenpeace chargé de l'organisation de ce type d'actions. Sachant à l'avance quelle filiale était visée, il en barrait l'accès par de faux chantiers où se regroupaient les membres de son service de sécurité.

Cette pratique rappelle étrangement l'infiltration d'Attac Vaud par des agentes de Securitas, pour le compte de Nestlé, il y a une douzaine d'années de cela. La connivence des autorités avec la multinationale avait permis d'enterrer l'affaire à coup de non-lieux. Le juge qui les avait prononcés est aujourd'hui commandant de la police cantonale vaudoise. Il n'y a pas que dans la banque zurichoise que le silence est d'or.

Daniel Süri

## Vaud

# BARBOUZERIE D'ÉTAT À LA SAUCE VAUDOISE

L'affaire a défrayé la chronique jusque dans la presse internationale: activement soutenue par la ministre socialiste de la santé Rebecca Ruiz, le Conseil d'État vaudois a fait voter au pas de charge, dans le cadre du débat sur le budget, une mise en œuvre *a maxima* de la législation fédérale pour la surveillance des assuré-e-s, entrée en vigueur l'an dernier au

niveau fédéral. En clair, les assureurs privés pourront engager des barbouzes qui, moyennant l'accord d'un juge, se chargeront de faire des enregistrements vidéo ou de dissimuler un traceur dans la veste ou sous la voiture d'un-e assuré-e suspecté-e de fraude.

Votée sans réel débat au Grand conseil et avec le soutien de plusieurs élu-e-s socialistes, ce dispo-

sitif est en décalage complet avec les enjeux financiers concernés: sur un total de 400 millions d'aides distribuées, les statistiques officielles estiment à quelques 11 millions le montant suspecté d'être indument touché. Un montant dérisoire qui, de toute évidence, n'équivaut même pas au dixième du montant de la fraude fiscale dans le canton de Vaud. Malheureusement, ces montants ne sont pas connus.

Plus encore, ce renforcement porte une atteinte grave au droit à la vie privée et à la préservation de la personnalité de tout un chacun. Il promet les pires abus à

l'encontre d'une population déjà vulnérable et précaire.

À l'inverse de tous les autres groupes du Grand conseil, les élus d'Ensemble à Gauche se sont opposés unanimement et systématiquement à ce projet. Il apparaît donc nécessaire de continuer à exercer, par tous les moyens, des pressions sur les milieux d'assurances et les autorités cantonales et fédérales. Vu la campagne de stigmatisation permanente menée par les grands médias et les milieux bourgeois contre les «*fraudeurs à l'aide sociale*», la bataille risque d'être encore longue.

Pierre Conscience

## PREMIER PAS D'UN LONG COMBAT

Solidarités se réjouit de l'acceptation de l'extension de la norme antiraciste à l'orientation sexuelle. Le signal fort que l'ensemble de la population suisse a envoyé aujourd'hui est important, mais il ne constitue qu'un premier pas dans la lutte en faveur de l'égalité pour les personnes LGBTIQ+. Il s'agit désormais de se battre en faveur de l'extension de la norme antiraciste aux discriminations transphobes ainsi que pour un mariage pour toutes et tous comprenant le droit à l'adoption et à la procréation médicalement assistée. Au-delà de l'égalité dans les textes de loi, la lutte pour l'égalité réelle doit également être renforcée ainsi que la remise en cause de l'hétéronormativité.

L'initiative fédérale de l'ASLOCA « Davantage de logements abordables », qui prévoyait l'encouragement de l'offre de logements à loyers modérés et le contrôle public d'au moins 10% des constructions, a malheureusement été rejetée. Les spéculateurs-trices immobiliers, qui ont injecté des millions dans cette campagne, peuvent aujourd'hui se frotter les mains. Leurs placements immobiliers continueront de générer des millions sur le dos des locataires.

Parmi les résultats des différentes votations cantonales, en Argovie, un durcissement des conditions d'octroi de la naturalisation accepté par la population à près de 65%. À la suite de ce vote, les anciens bénéficiaires de l'aide sociale devront attendre dix ans après le dernier soutien financier de l'État pour pouvoir déposer une demande de naturalisation. Ce résultat doit nous rappeler le caractère urgent et prioritaire de la lutte en faveur des droits des étrangers et étrangères de Suisse.

Réd

tive que l'austérité antisociale et les cadeaux aux riches. Il recycle même en Ville un ancien conseiller d'État déchu de l'Entente, Luc Barthassat, qui se vante de faire du MCG un PDC-bis.

Jamais non plus pour un PDC: une lettre récente du chef de file des banquiers privés genevois montre ses liens de sujétion aux puissances d'argent... Pas plus pour une UDC qui, à coups de millions, veut implanter ici un blocérisme hors-sol...

### Voter doublement utile, c'est voter EàG

Le vote le plus utile, socialement et écologiquement, c'est le vote pour EàG (solidarités-DAL, liste 3). Il ouvre la perspective d'une nouvelle majorité municipale, d'une gauche gardant le cap au service des intérêts de l'immense majorité des habitant-e-s. En effet, seule la présence d'EàG reconduite et renforcée au Conseil municipal peut barrer la route aux compromis douteux que Verts ou PS sont enclins à faire avec la droite: qu'on songe au soutien de Salerno à RFFA et ses cadeaux fiscaux aux grandes entreprises ou à sa défense à l'époque de la privatisation du télé-réseau municipal, comme au récent scandale de l'exonération fiscale complète pour 10 ans d'une société du secteur du négoce de matières premières, soutenue par les deux magistrats PS... Ou du côté des Vert-e-s de leur refus de propositions écolos élémentaires comme les TPG gratuits pour les jeunes ou de leurs réticences quant à la mise à la charge des propriétaires de l'isolation des bâtiments.

Le retour d'une majorité de gauche est possible. Les dernières élections nationales et leurs résultats en Ville l'ont prouvé: le PLR va beaucoup reculer, le PDC est en méforme, mais surtout le MCG en débandade et l'UDC en perte de vitesse peuvent être dégagés sous la barre du quorum à 7%.

Pour réaliser cet objectif: votez et faites voter EàG Liste 3 au CM et Bayenet au CA. Rejoignez-nous dans cette campagne en y participant sur le terrain, chaque voix compte, chaque aide est précieuse.

Pierre Vanek

Contacts info@eag-ge.ch  
078 855 73 43



Genève Municipales en Ville de Genève

# MAIS POUR QUI DONC VOTER?

Évidemment pas pour une liste PLR antisociale, menée par un comparse de Maudet empêtré dans l'affaire de corruption soupçonnée ayant englouti son mentor/menteur, au point que le candidat est suspendu de son travail et démissionnaire du Grand Conseil. Ces aléas ne devant par ailleurs pas occulter l'essentiel, soit que le PLR est le chef de file des poli-

tiques les plus rétrogrades aux plans social et environnemental.

Certainement pas non plus pour un MCG sans bribe de sens social, dont le refrain anti-frontalier-ère-s fait long feu et qui trahit même ses prétendus ami-e-s du côté de la police pour montrer sa fidélité au PLR. C'est en effet le plus docile des partis au parlement, apportant son soutien à un exécutif sans autre perspec-

## UNE VICTOIRE D'ÉTAPE

Après 13 jours d'occupation de la maison des arts du Grütli, le Collectif de lutte des MNA a suspendu son action, après avoir obtenu satisfaction de la totalité de ses revendications vis-à-vis de la Ville de Genève et d'une partie de celles exigées au Canton.

Le Conseil Administratif de la Ville a accepté de soutenir le collectif dans ses demandes au Canton, de rendre accessibles ses lieux sportifs et culturels aux MNA et de réfléchir à la création d'une Carte Municipale d'identité, une motion déposée par nos élu-e-s EàG et acceptée par le Conseil Municipal, qui permettra aux jeunes d'être reconnus et identifiables sur notre territoire. La médiation de la Ville avec les services de l'État a permis aux 15 mineur-e-s engagés dans la lutte d'être enfin hébergés et d'obtenir un rendez-vous avec les cadres des départements.

Mais malgré l'engagement de l'État dans un processus de négociation avec les collectifs, la création d'un foyer de 20 places pour les MNA et un mandat donné à des professionnel-le-s pour proposer des accompagnements adaptés, force est de constater que la prise en charge de ces mineur-e-s reste lacunaire. Les membres du collectif ont, par exemple, dû nourrir des jeunes hébergés par l'État, en loger d'autres, les accompagner à leurs rendez-vous médicaux, etc. En conséquence, solidarités demandera que des moyens financiers soient débloqués rapidement tant pour créer des lieux d'hébergement adaptés que pour renforcer les équipes éducatives du SPMi et du réseau associatif intervenant en faveur de ces jeunes.

Thomas Vachetta

## ÉLECTION INCONTESTÉE, POLITIQUE PÉNALE INACCEPTABLE

Fin avril, aux élections judiciaires, Olivier Jornot sera réélu tacitement, sur une liste « interpartis » à laquelle solidarités a donné, à tort ou à raison, son aval. Pierre Bayenet a contesté cette élection il y a six ans. Il évoque ici la politique pénale du procureur général.

Dans *Le Temps*, la journaliste Fati Mansour écrit « même la gauche de la gauche n'a plus vraiment de priorité pénale à contester ». C'est vrai ?

Pierre Bayenet Archi-faux ! On ne peut qu'être en total désaccord avec la politique pénale d'Olivier Jornot. Le Ministère public genevois joue un rôle important de gestion des flux migratoires, en mettant en prison les sans-papiers, honnêtes ou non. Ils ont une ou deux chances de se faire arrêter sans aller en prison, mais au bout du compte, s'ils-elles restent à Genève, ils-elles finissent à Champ-Dol-

lon. La lutte contre la vente des stupéfiants est devenue un instrument déguisé de lutte contre les migrations, les condamnations pour séjour illégal étant souvent associées à celles dans ce domaine.

Olivier Jornot est sévère, mais avec tous, riches et pauvres, non ?

Encore faux ! On voit le Ministère public conclure des arrangements douteux avec des personnes prévenues de délits économiques, moyennant des versements de fortes sommes. En 2015, il a classé la procédure dirigée contre HSBC, qui a versé

40 millions à l'État de Genève. En 2017, c'est Addax Petroleum, qui était prévenu de corruption d'agents d'États étrangers, qui a versé 31 millions pour obtenir le classement d'une procédure pénale. En 2019, la justice genevoise a fait vendre pour plus de 23 millions 25 autos de luxe du fils du Président de la Guinée Équatoriale en échange de la clôture de l'enquête pénale contre lui. Les criminels en col blanc négocient des classements de procédure, alors que les plus faibles vont en prison.

Version complète de l'entretien sur solidarites.ch

## 100 MILLIONS À PORTÉE

Le 17 janvier nous lançons avec EàG (solidarités-DAL) une initiative fiscale cantonale s'inscrivant dans le cadre de la campagne municipale. Nous voulions ainsi incarner notre volonté de redistribution et le refus de la politique des caisses vides de la droite emmenée par le PLR.

Les gros actionnaires (détenant 10% au moins des actions d'une société) ne paient en effet pas d'impôts sur l'ensemble de leurs gains comme le font salarié-e-s et retraité-e-s. Ils ne sont taxés que sur 60

à 70% de leurs dividendes. Notre but : abroger ce privilège indécent privant État et communes de 100 millions par an, comme étape de la reconquête du milliard par an de recettes perdues en quinze ans à Genève

au profit des plus riches.

Le week-end passé, la barre des 2000 signatures pour notre initiative a été franchie en trois semaines de récolte, alors que nous avons 4 mois pour récolter 6000 signatures environ. Mais ce n'est qu'un début : sous peu – avec votre aide – nous franchirons le seuil des 3000 signatures, et nous ferons un premier « dépôt intermédiaire » de signatures, comme nous l'autorise une loi récente. Aidez-nous en téléchargeant la formule d'initiative.

JBu

Feuille de signatures: eag-ge.ch



# LONGUE VIE À SUGUS, LONGUE VIE AUX FRICHES INDUSTRIELLES

**SUGUS** : Syndicat Unitaire Général des Usines Suchard, c'est le nom du collectif formé par les acteurs-trices sociaux et culturels pour défendre leurs lieux de créations artistiques et d'intégration multiculturelles situés à l'Usine 5 à Serrières.

**S**UGUS, c'est un théâtre, une troupe de théâtre, un atelier de graphisme et de sérigraphie, un lieu autogéré d'accueil et de rencontre, un cercle portugais, deux ateliers d'artistes et une serrurerie. Ils et elles participent à donner vie à ce quartier populaire. Ils et elles sont aux prises avec Credit Suisse et Implemia, propriétaire de l'usine et promoteur, et auraient dû quitter en janvier l'une

des dernières friches industrielles de Neuchâtel pour laisser place à un projet immobilier aberrant de centre commercial et d'appartements de luxe.

## Une mobilisation populaire en partie payante

Les utilisateurs-trices du bâtiment ont conquis un nouveau délai de six mois à la suite de la médiation de la Ville. Cette dernière a réagi très

tardivement dans ce dossier, sous la pression d'une intense mobilisation populaire ponctuée de plusieurs actions et manifestations ainsi que la remise d'une pétition munie de plus de 4000 signatures.

Serrières est un quartier populaire, multiculturel, possédant une association de quartier dynamique ainsi que de nombreux-ses acteurs-trices sociaux et culturels qui proposent des activités et des

lieux créateurs de lien social. La commune abandonne mollement ce quartier à la gentrification et au profit. Ces espaces de rencontre et d'émancipation ont été et seront remplacés par un centre commercial, des logements de standing, un parking de 350 places, soit toutes les conditions pour déshumaniser ce quartier et en expulser les pauvres. De plus, dans l'attente du lancement des travaux, les locaux de l'Usine 5 seront vides à compter du 30 juin prochain.

Nous continuerons à nous battre pour faire capoter ce projet du profit contre les habitant-e-s et pour donner des espaces de créations et de diffusions qui correspondent aux besoins de cultures populaires, produites avec peu de moyens et qui se construisent dans des endroits comme l'Usine SUGUS.

François Chédel

# ÉPILOGUE D'UNE CANDIDATURE INSOLITE ET RÉUSSIE

L'élection complémentaire au Conseil d'État a vu la libérale-radical Christelle Luisier être élue – sans surprise – avec 56,21% des voix. La Grève du Climat Vaud termine à la deuxième position en réunissant 23,10% des suffrages, un score étonnant et prometteur.

**E**n récoltant 31,10% des suffrages à Renens, 31,43% à Essertes, 33,33% à Croy, 37,45% à Vevey et surtout, 37,73% à Lausanne, à 38 votes près de la candidate libérale-radical, Christelle Luisier, le résultat de la Grève du Climat Vaud et sa candidate tirée au sort, la militante Juliette Vernier, a surpris les médias, les partis politiques, la population et le mouvement lui-même.

Ce résultat dévoile la portée du discours radical de la Grève du Climat Vaud autant dans les centres urbains que dans les zones rurales du canton. Pour l'anecdote, les grévistes du climat sont même parvenu-e-s à finir en tête dans la petite commune de Romainmôtier-Envy avec 43,61%. Certes soutenus par les différentes composantes de la gauche politique vaudoise, à l'exception notoire du Parti socialiste vaudois, ce résultat n'en reste pas moins exceptionnel pour un mouvement prônant, comme l'indique le bulletin de vote, « une révolution démocratique, écologiste, féministe et sociale », soit une rupture complète des institutions politiques et du système capitaliste.

## Pour une écologie radicale et sociale

En dépit de légères maladroites, la candidature des grévistes du Climat vaudois-e-s aura été collective et combative, comme en témoignent les différentes actions de mobilisation (organisation d'une grève nationale le 17 janvier réunissant plus de 10 000 personnes, occupation des locaux

d'UBS, formation aux assemblées populaires), et cela avec, de loin, le plus petit budget des candidat-e-s.

Au-delà des revendications nationales, le collectif vaudois a plaidé en faveur d'une écologie radicale et sociale, en proposant la réduction massive du temps et des rythmes de travail, en réclamant un moratoire des traités de libre-échange, des transports publics gratuits, un

élargissement des droits civiques ou encore la mise en place d'un revenu de transition écologique.

## En route vers le 15 mai

La manifestation nationale du samedi 22 février en faveur d'une agriculture agroécologique sera la prochaine grande étape. Le mouvement de la Grève pour l'Avenir sera-t-il capable de continuer à s'élargir et s'agrandir en vue du 15 mai? La route est encore longue et semée d'embûches jusqu'à cette journée d'actions et de grève nationale. Elle n'est toutefois qu'une première étape vers l'établissement d'un mouvement de masse durable nécessaire.

Steven Tamburini

Gustave Deghliage



Grève du climat, Lausanne, 17 janvier 2020

# NOTES SUR UN NOUVEAU CORONAVIRUS

**Nous publions ici des extraits d'un article de Rob Wallace, biologiste évolutionniste et phylogéographe. Il y évoque quelques pistes pour comprendre l'épidémie de coronavirus qui affecte la Chine et le monde depuis deux mois et dont le bilan vient de dépasser celui du SRAS de 2003.**

**L**e taux de reproduction de base du virus, qui mesure le nombre de nouveaux cas par infection, s'élève à 3,11. Cela signifie que pour inverser l'épidémie, il faut pouvoir arrêter jusqu'à 75 % des nouvelles infections.

Le coronavirus commence à se répandre à l'étranger. Des voyageurs-euses atteint-e-s du 2019-nCoV ont été traité-e-s en Australie, en France, à Hong Kong, au Japon, en Malaisie, au Népal, au Vietnam, à Singapour, en Corée du Sud, à Taiwan, en Thaïlande et aux États-Unis. Des épidémies locales commencent maintenant à se déclarer dans les pays peu développés.

L'infection est caractérisée par une transmission interhumaine et une période d'incubation estimée à deux semaines avant que la maladie ne frappe. Ces caractéristiques indiquent que l'infection continuera à se propager autour du Globe.

Le taux de pénétration final du virus dans le monde dépendra de la différence entre le taux d'infection et le taux d'élimination des infections par guérison ou par décès. Si le taux d'infection dépasse de loin la suppression, la population totale infectée pourrait approcher l'humanité entière. Toutefois, ce résultat serait probablement marqué par une grande variation géographique due à la combinaison du taux de mortalité et de la façon dont les pays auront réagi à l'épidémie.

Les sceptiques à l'idée d'une pandémie doutent d'un tel scénario. Beaucoup moins de patient-e-s ont été infecté-e-s et tué-e-s par le 2019-nCoV que par la grippe saisonnière.

Mais l'erreur consiste à confondre le stade précoce d'une épidémie avec la nature particulière d'un virus.

Les épidémies sont dynamiques. Oui, certaines, dont peut-être le 2019-nCoV, s'éteignent.

L'épidémie de grippe H1N1 (2009) s'est avérée moins virulente qu'elle ne le semblait au début. Mais cette grippe a tout de même tué 579 000 personnes la première année, entraînant des complications dans quinze fois plus de cas que les tests en laboratoire avaient permis de prévoir.

## Vers une pandémie ?

Le danger réside ici dans l'interconnexion sans précédent de l'humanité. La grippe H1N1 (2009) a traversé l'océan Pacifique en neuf jours, plusieurs mois plus rapidement que le prévoient les modèles les plus sophistiqués. Les données des compagnies aériennes montrent que les voyages en Chine ont été multipliés par dix depuis l'épidémie de SRAS.

Un faible taux de mortalité peut ainsi provoquer un grand nombre de décès à cause d'un grand nombre d'infections. Si quatre milliards de personnes sont infectées avec un taux de mortalité de seulement 2 % – soit moins de la moitié de celui de la grippe « espagnole » de 1918 – 80 millions de personnes seraient tuées. Et contrairement à la grippe saisonnière, nous n'avons ni immunité grégaire, ni vaccin pour la ralentir. Il faudra au mieux trois mois pour produire un vaccin pour le CoV 2019 – à supposer qu'il fonctionne. Les scientifiques n'ont

réussi à produire un vaccin contre la grippe aviaire H5N2 qu'après la fin de l'épidémie américaine.

Plusieurs inconnues – la source exacte, l'infectiosité, la pénétrance et les traitements possibles – expliquent pourquoi les épidémiologistes et les responsables de santé publique s'inquiètent du 2019-nCoV. Contrairement aux gripes saisonnières citées par les sceptiques d'une possible pandémie, l'incertitude ébranle les praticien-ne-s.

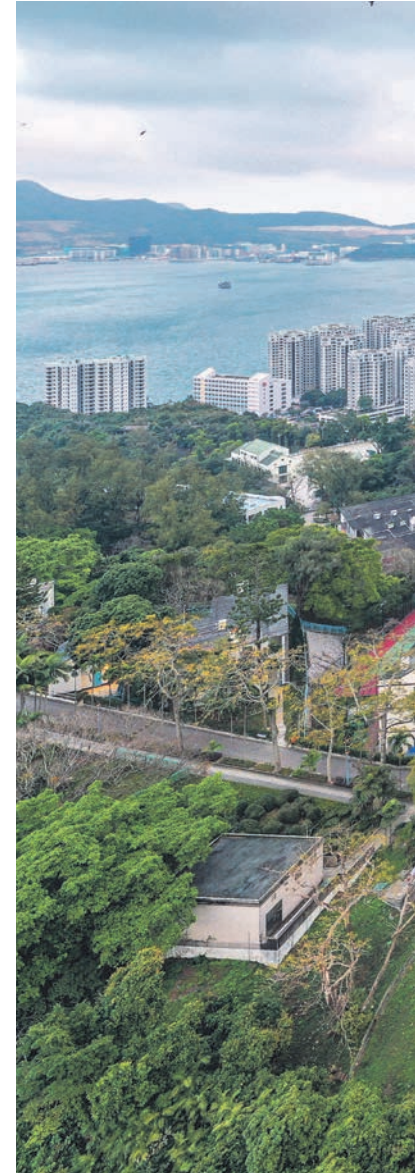
## L'exemple d'Ebola

Au cours de ce siècle, nous avons déjà observé de nouvelles souches de peste porcine africaine, *Campylobacter*, *Cryptosporidium*, *Cyclospora*, Ebola, *E. coli* O157:H7, fièvre aphteuse, hépatite E, *Listeria*, virus Nipah, fièvre Q, *Salmonelle*, *Vibrio*, *Yersinia*, Zika et diverses nouvelles variantes de grippe A, dont H1N1 (2009), H1N2v, H3N2v, H5N1, H5N2, H5Nx, H6N1, H7N1, H7N3, H7N7, H7N9 et H9N2. Presque rien de concret n'a été fait à propos d'aucune d'entre elles. Les autorités ont poussé un soupir de soulagement après chaque accalmie et ont immédiatement joué le coup de dés épidémiologique suivant, pariant sur une faible virulence de la prochaine épidémie. L'incapacité à résoudre les problèmes structurels peut même rendre inefficaces les interventions d'urgence.

Notre équipe de recherche avait écrit à propos de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest :

La marchandisation de la forêt peut avoir abaissé le seuil éco-

Studio Incendo



Centre de quarantaine en cours de construction

systemique de la région à un point tel qu'aucune intervention d'urgence ne peut faire baisser l'épidémie d'Ebola. Les nouveaux foyers sont plus infectieux encore alors que l'épidémie originelle continue de circuler, avec la possibilité de resurgir par intermittence. En bref, les changements structurels du néolibéralisme (déforestation et agriculture intensive) ne sont pas le simple arrière-plan de l'urgence Ebola. Les changements *sont* l'urgence autant que le virus lui-même...

Bien qu'il dispose désormais d'un vaccin efficace et d'antiviraux, le virus Ebola connaît actuellement sa plus longue épidémie enregistrée en République démocratique du Congo. Accuser les Congolais de dissimuler cet échec permet de laver les mains de l'impérialisme et de décennies d'ajustement structurel et de changements de régime en faveur du Nord global.





construction à Hong Kong.

### L'élevage en cause

Dire que nous ne pouvons rien faire n'est pas tout à fait juste, même en maintenant notre critique sur l'incapacité des gouvernements à adresser les causes structurelles des épidémies.

Un programme de gauche en cas d'épidémie est possible, consistant par exemple à organiser des brigades de quartier pour s'entraider, à exiger que tout vaccin et antiviral mis au point soient mis gratuitement à disposition de tou-te-s, ici et à l'étranger, et à fournir une assurance chômage et une couverture des soins de santé lorsque l'économie chute à cause de l'épidémie.

Les causes structurelles des maladies sont elles-mêmes une source de débat. Des questions subsistent quant aux origines de 2019-nCoV.

Une grande attention a été accordée à un marché alimentaire « exotique » de Wuhan, avec une focalisation orientalisante sur des régimes alimentaires présentés comme étranges et peu recom-

mandables, qui représenteraient à la fois la fin de la biodiversité que l'Occident lui-même est en train de détruire et une source révoltante de maladies dangereuses.

Les *wet markets* (marchés « traditionnels » où se côtoient animaux en vie et tués) et les aliments exotiques sont inhérents à la Chine, tout comme l'est aujourd'hui la production industrielle. Ces deux productions se juxtaposent depuis la libéralisation économique de l'après-Mao.

Si la distinction entre les fermes industrielles et les *wet markets* n'est pas sans importance, nous devons comprendre leurs similitudes (et leurs relations dialectiques).

De nombreux petit-e-s exploitant-e-s dans le monde, y compris en Chine, sont en réalité des entrepreneurs-euses, qui élèvent des volailles, par exemple, avant leur transformation industrielle. Ainsi, dans une petite exploitation en bordure de forêt, un animal destiné à l'alimentation peut attraper un agent pathogène avant d'être

renvoyé vers une usine de transformation située en périphérie d'une grande ville.

L'expansion des fermes industrielles, quant à elle, peut forcer les entreprises d'aliments sauvages à s'enfoncer plus profondément dans la forêt, augmentant ainsi la probabilité de contact avec un nouvel agent pathogène, tout en réduisant la biodiversité qui permet à la forêt de perturber les chaînes de transmission.

Le capital instrumentalise les enquêtes sur les maladies qui en résultent. Accuser les petit-e-s exploitant-e-s est une pratique courante de la gestion de crise dans l'agroalimentaire, mais il est clair que les maladies sont une question de *systèmes de production* et non pas seulement d'acteurs-trices spécifiques entre lesquels on peut choisir des coupables.

Les coronavirus chevauchent ces distinctions. Alors que le SRAS et le 2019-nCoV semblent avoir émergé des *wet markets* – si l'on infirme une hypothèse qui place l'origine de ce dernier dans un élevage porcin – le

MERS, l'autre coronavirus mortel, a émergé tout droit du secteur de l'élevage de chameaux en voie d'industrialisation au Moyen-Orient. Une trajectoire laissée largement de côté dans les discussions scientifiques plus larges sur ces virus.

Cela devrait changer notre façon de les envisager. Je recommanderais que nous nous écartions de la causalité des maladies et de l'aspect biomédical et que nous nous intéressions aux relations écosociales. Et de que nous nous opposions aux chercheurs qui recommandent de modifier génétiquement la volaille et le bétail pour les rendre résistants à ces maladies.

### Écosocialisme contre agrobusiness

Le nouveau siècle a été marqué par le refus de la Chine de freiner sa tempête de riz, de canard et de production industrielle de volaille et de porc, qui a entraîné de multiples nouvelles souches de grippe. Elle les a considérées comme le prix à payer pour sa prospérité.

Il ne s'agit cependant pas d'une exception chinoise. Les États-Unis et l'Europe ont également servi de terrain d'essai pour de nouvelles gripes – récemment H5N2 et H5Nx. Leurs multinationales et représentant-e-s néocoloniaux ont été à l'origine de l'émergence d'Ebola en Afrique occidentale et de Zika au Brésil. Les responsables américain-e-s de la santé publique ont couvert leur agrobusiness lors des épidémies de H1N1 (2009) et de H5N2.

Comme le démontrent cinq cents ans de guerre et de maladie, les serveurs-trices du capital sont plus que disposé-e-s à escalader des montagnes de sacs mortuaires.

Choisissons au contraire un écosocialisme qui comble le fossé métabolique entre l'écologie et l'économie, entre l'urbain, le rural et le sauvage, pour empêcher les pires de ces agents pathogènes d'apparaître. Choisissons la solidarité internationale avec les populations du monde entier.

Tissons ensemble un nouveau système mondial, la libération indigène, l'autonomie des agriculteurs-trices, une agroécologie localisée qui, en redéfinissant la biosécurité, réintroduisent des coupe-feux immunitaires grâce à une biodiversité dans le bétail, la volaille et les cultures.

Article original publié le 29 janvier 2020 sur le site de la *Monthly Review*. Adaptation et traduction de la rédaction.

Rob Wallace est l'auteur de *Big Farms Make Big Flu* (Les grandes fermes font les grands virus), éditions de la *Monthly Review*, 2016. Malheureusement non traduit en français.

# COMMERCES AGRESSIFS

La droite et la gauche libérales ont pris l'habitude de perdre les votations sur les horaires des magasins. Elles essaient de contourner la volonté populaire en multipliant les exceptions.

Le président du PLR fribourgeois l'avait annoncé au lendemain de la votation perdue: «*Je pense que nous allons accentuer les efforts de dérogations*». Les demandes de prolongation pour trois samedi de décembre ont été acceptées avec empressement par les autorités communales. Et le Tribunal cantonal a écarté le recours syndical avant même de juger sur le fond. Comme en 2018, ni les dispositions légales ni la volonté populaire n'ont réussi à contenir la pression commerçante.

Il faudra cette année s'organiser différemment pour empêcher ces ouvertures prolongées.

## Manchedi

L'intense activité des commerces cherche à faire du dimanche un manchedi, un jour ouvrable ordinaire. Autour des marchés de Noël, et malgré un jugement restrictif du Tribunal fédéral (*solidarités* n°358), les autorisations de travail du dimanche ont été octroyées les yeux fermés par le service de l'emploi. Le Tribunal cantonal se lance

lui dans une interprétation ahurissante de la Loi sur le commerce pour favoriser l'ouverture dominicale. Les communes peuvent en effet prévoir une «*ouverture exceptionnelle pour les foires, comptoirs et autres manifestations analogues*». Une extravagance juridique entièrement au service du libéralisme.

Certains magasins s'attaquent également à l'application de la loi sur le travail dans les zones touristiques. Ils recourent au service de l'avocat Claude Gremion,

membre du conseil stratégique de la Chambre du commerce et de l'industrie du canton de Fribourg et spécialisé dans «*le pilotage des dossiers sensibles*». Ils exigent une libéralisation de la pratique ou une révision de l'ordonnance fédérale. Une prétention terriblement arrogante dans une période où l'on ne compte plus les violations de la Loi sur le travail au détriment du personnel de vente.

## Gare au souterrain

Jamais concrétisé, mais pas vraiment abandonné, un projet plane sur la bataille des horaires: l'aménagement d'un passage souterrain reliant la gare aux commerces de Fribourg Centre. Grâce à une «*relation fonctionnelle avec la gare*», ce serait alors toute la zone commerciale alentour qui pourrait être soumise aux horaires du domaine CFF, moyennant de nouvelles acrobaties juridiques.

Pierre-André Charrière



Banderole contre l'extension des horaires d'ouverture lors de la grève des femmes du 14 juin 2019

# POUR UNE HARMONISATION DES HORAIRES D'OUVERTURE DES MAGASINS DANS LE CANTON DE VAUD

Les élus d'Ensemble à gauche ont déposé au Grand Conseil vaudois un projet de loi pour l'harmonisation des horaires d'ouverture des magasins.

Il s'agit de mettre un cran d'arrêt à la tendance à la dérèglementation des horaires, constatée ces dernières années, par exemple à Crissier, Ecublens, Epalinges, Oron ou encore Pully, où des ouvertures après 19 heures ont été autorisées. Cette dérèglementation est soutenue par les grands groupes de la vente et leurs relais politiques dans les partis bourgeois. Le but de ces milieux est de maximiser

les profits des grandes enseignes commerciales, au mépris tant des conditions de travail et de la santé des salarié-e-s de la vente que de la protection de l'environnement. L'extension des horaires d'ouverture nuit en outre aux petits commerces, souvent familiaux, incapables de rivaliser avec les grands groupes.

Le récent refus d'une extension des horaires d'ouverture des magasins suite

à un référendum syndical en Ville de Nyon, aussi bien que l'essor de mobilisations écologistes de grande ampleur dans le canton, notamment contre le *Black Friday* ou contre l'omniprésence de la publicité dans l'espace public, ont montré une aspiration populaire en faveur d'un cadre régulé, protégeant tant le personnel de vente que l'environnement. C'est à cette aspiration que

le projet de loi d'Ensemble à gauche vise à répondre.

Concrètement, le projet prévoit des horaires d'ouverture fixés dans tout le canton de 7h à 18h30 du lundi au vendredi et de 7h à 17h le samedi et veilles de jours fériés. Le texte donnerait par ailleurs la compétence aux communes d'accorder à certaines catégories d'établissements des horaires plus étendus, dans des limites clairement définies. Sont en particulier concernés par ces exceptions les établissements familiaux, les petits magasins ou ceux situés dans des régions touristiques, durant la saison touristique. La loi prévoit enfin l'obligation de consulter les associations professionnelles et les syndicats avant d'introduire ces exceptions.

Hadrien Buclin



Manifestation contre les violences sexistes, Lausanne, 23 novembre 2019

Féminin – Masculin

Lutte contre le harcèlement de rue

# UNE APP ET UNE POLITIQUE PROBLÉMATIQUE

Depuis plusieurs mois à Lausanne, il est possible de géolocaliser et de dénoncer les cas de « regards insistants ». Une mesure nocive dans un contexte de contrôle de l'espace urbain et faisant l'impasse sur les vrais enjeux de lutte contre le sexisme.

Le 25 novembre 2019, la Municipalité de Lausanne a lancé une application et une page web permettant aux victimes et aux témoins de « harcèlement de rue » de signaler les faits. Prévus pour une durée test de 2 ans, cette mesure s'inscrit dans la stratégie de lutte contre le harcèlement de rue de la Ville.

Sous forme de questionnaire, il est désormais possible de signaler des regards insistants, sifflements, insultes, attouchements survenus dans l'espace public. Avec les informations récoltées, les autorités espèrent faire une cartographie de la ville et répertorier les lieux et les heures posant problème. Cette méthode présente plusieurs risques. L'Observatoire de la sécurité extraira des statistiques des données récoltées, pourtant rien n'indique qu'elles seront traitées avec la vigilance scientifique nécessaire. De plus, ces informations impliqueront un biais important. En effet, qui sont

les personnes qui vont répondre à ce type de questionnaire ? Et celles qui ne le feront pas ?

## Instrumentalisation du féminisme

Cette application constitue une instrumentalisation des revendications féministes à des fins de contrôle des rues et des personnes qui s'y trouvent, alors qu'elles n'ont parfois pas d'autres endroits où aller. Pire, cette application est une manière officielle de détourner l'attention des actes sexistes qui oppriment et tuent.

Ce que nous exigeons, c'est un plan de lutte contre les violences que subissent les femmes\*, mais également les personnes trans et toutes celles qui s'écartent des normes validiste, sexiste, homophobe et raciste. Un plan qui dépasse la seule commune de Lausanne.

Pourquoi ne pas s'intéresser aux lieux de formation, théâtres, stades de foot, hôpitaux ? Dans

un contexte qui assimilent les hommes noirs au marché de la drogue et légitime le délit de faciès, malheureusement, cette application n'est pas un pas vers plus d'égalité.

Nous combattons tous les rapports de domination. Ne faisons pas payer notre malaise le soir en ville à des personnes déjà stigmatisées. Il ne s'agit pas de trouver normales les remarques déplacées sur notre physique dans la rue, mais la liberté des unes doit participer à agrandir celle des autres.

Il est nécessaire que la lutte contre le harcèlement et les violences patriarcales ait lieu partout et ne serve pas à conforter les autorités dans des réponses répressives qui vont impacter des populations déjà fragilisées. Mettons des moyens dans l'éducation, la formation et l'engagement de professionnel-le-s spécialisé-e-s afin de traiter les violences de genre à la racine.

Aurélié Gay Manon Zecca

## LUTTER CONTRE LE SEXISME PARTOUT, À CHAQUE INSTANT

Toutes les organisations, y compris celles de la gauche politique et syndicale, sont imprégnées par le sexisme qui domine notre société. La lutte contre le sexisme est donc un combat de chaque instant.

C'est pourquoi nous refusons que la parole des victimes soit mise en cause ou décrédibilisée, comme nous rejetons le silence complice qui entoure généralement les affaires de harcèlement. Ce n'est pas en ignorant les enjeux du sexisme, sous prétexte de ne pas décrédibiliser les organisations auxquelles nous tenons, que nous en viendrons à bout.

Dénoncer une justice du Far West, comme l'ont fait certains syndicalistes en réaction à la mise en cause de l'un des leurs par plusieurs femmes, est intolérable. La présomption d'innocence n'est pas en cause, mais nous n'oublions pas que trop d'affaires ont été enterrées au nom de la confidentialité, ceci afin de protéger l'image de collectifs ou de personnes visées par des plaintes, plutôt que la personnalité et le bien-être des plaignantes.

Parler demande du courage dans un monde où la société, la justice, la police ne sont pas d'abord du côté des femmes ou des personnes trans et queer. En tant qu'organisation féministe, nous nous devons de défendre les victimes et d'être de leur côté. Comme le disent les féministes hispanophones : «yo sí te creo» – «moi, je te crois». C'est pourquoi nous encourageons que toute la lumière soit faite sur les actes de harcèlement dénoncés en décembre dernier au sein du mouvement syndical genevois et apportons notre soutien total et déterminé aux plaignantes. Nous espérons vivement que cette affaire sera traitée dans la transparence, et ceci dans le respect des femmes qui l'ont dénoncée.

Françoise Nyffeler Claire Martenot Aude Spang

# LA JEUNESSE POUR BERNIE, L'ESTABLISHMENT DÉMOCRATE POUR TOU·TE·S LES AUTRES

Lors des primaires démocrates, Bernie Sanders continue de bénéficier du soutien enthousiaste de millions de jeunes, dont des milliers à travers le pays se portent volontaires pour travailler pour sa campagne.

Des soins de santé pour tous, une éducation universitaire gratuite, des salaires plus élevés et une plus grande égalité pour tou·te·s : ces revendications de Bernie Sanders font de lui l'un des deux candidats les plus populaires aux élections primaires du Parti démocrate. En même temps, l'establishment du Parti fait tout ce qui est en son pouvoir pour contrer cette popularité et faire en sorte qu'un·e modéré·e (idéalement Joe Biden, mais sinon Amy Klobuchar, ou Pete Buttigieg), devienne le candidat du Parti.

## Le cirque de la politique

Au moment où j'écris ces lignes, la politique américaine ressemble à un cirque. Trump vient de prononcer un discours sur l'état de l'Union, vantant son succès économique et décernant la médaille américaine de la liberté à Rush Limbaugh, un commentateur de radio raciste de droite. Le procès en destitution du Sénat vient d'acquitter Trump d'actes répréhensibles. Dans la primaire de l'Iowa, le décompte des voix a été chaotique. Finalement, Sanders et Buttigieg finissent à égalité, tandis qu'Elizabeth Warren semble s'effacer. Les primaires décisives du *Super Tuesday* auront lieu le 3 mars. Tout reste à faire.

Selon les experts de l'establishment du Parti démocrate, Sanders serait trop radical pour gagner parce qu'il prône une assurance maladie pour tou·te·s, s'oppose à la fracturation hydraulique et veut décriminaliser les franchissements non autorisés de la frontière américaine. Ils soulignent que, dans les années 1970, il avait appelé à « la nationalisation de l'industrie de l'énergie, la propriété publique des banques, des compagnies de téléphone, d'électricité et de médicaments et des principaux moyens de production tels que

les usines et le capital », bien qu'il ait répudié récemment ces positions. L'establishment fait valoir que si les militant·e·s du Parti démocrate aiment les candidat·e·s plus radicaux, la base du parti préfère les modéré·e·s.

Les expert·e·s du Parti ajoutent que la montée de Sanders représente un risque problématique car, s'il ne gagne pas, ses partisan·e·s pourraient se tourner vers un troisième parti, ce qui pourrait coûter l'élection aux démocrates. L'establishment souligne que Trump attaquera Sanders en l'accusant d'être un socialiste, voire un communiste.

## Une politique pour les 99%

Les démocrates de gauche soutiennent que les positions de Sanders seront bénéfiques et pourront plaire à une large majorité des habitant·e·s des États-Unis. Après tout, près de 30 millions de personnes n'ont pas d'assurance maladie aujourd'hui et *Medicare for all* leur offrirait une couverture maladie. Quelque 45 millions d'habitant·e·s

ont des dettes étudiantes, pour un montant total de plus de 1,5 milliard de dollars. 53 millions de personnes, soit 44% de tou·te·s les salarié·e·s, sont des travailleurs·euses à bas salaires. Dans un pays de 327 millions d'habitant·e·s, une large partie de la population bénéficierait donc d'un vote pour Sanders – s'ils-elles peuvent être convaincu·e·s.

L'establishment du Parti démocrate, représenté par Biden, a une solide emprise sur les électeurs et électrices noir·e·s, dont il a soutenu les dirigeant·e·s et les organisations. Néanmoins l'électorat noir trouve en général que Sanders est un candidat acceptable. Une majorité de jeunes électeurs et électrices noir·e·s préfèrent Sanders aux autres candidat·e·s. Et parmi les électeurs et électrices latinos, Sanders se place en solide deuxième position, alors que Biden est toujours en tête. Sanders et Biden se battent pour le soutien de l'électorat de la classe ouvrière blanche. Alors que Biden leur demande de lui faire confiance,

Sanders les invite à se joindre à lui et lutter pour améliorer la vie des travailleurs et travailleuses.

## Un collectif de volontaires

Parmi les volontaires soutenant la campagne de Sanders, on trouve les 60 000 membres des Democratic Socialists of America (DSA). Ce sont en grande majorité des jeunes. DSA mobilise ses membres locaux. Les différentes organisations actives dans la campagne de Sanders sont composées en grande partie de jeunes issu·e·s de mouvements sociaux qui travaillent autour des droits des migrant·e·s, de l'environnement et d'autres questions.

Le plus grand atout de la campagne Sanders est peut-être le rôle de ces jeunes activistes de toutes ethnies et couleurs et de tous genres. Ils-elles voient une chance de construire un nouveau mouvement radical pour la démocratie, la liberté et l'égalité aux États-Unis. Certains y voient le début d'une révolution. Nous l'espérons aussi.

Dan La Botz



L'élu au Congrès Ilhan Omar en campagne pour Bernie Sanders

Gage Skidmore

# MÊME SI MACRON NE LE VEUT PAS, LA MOBILISATION EST TOUJOURS LÀ

Deux mois après le début de la mobilisation contre la « réforme » de la retraite à points, la mobilisation est toujours d'actualité et se développe sous différentes formes au grand dam du gouvernement.

La grève reconductible à la SNCF et à la RATP est certes terminée, mais n'a pas sonné la fin de la contestation contre la contre-réforme. Bien au contraire. Pas un jour ne se passe sans que des secteurs d'activités ne se fassent entendre par des actions inédites.

La grève est bien là, que ce soit celle des pompier-ère-s qui ont manifesté le 28 janvier dernier; celle des éboueurs-euses et des agent-e-s chargé-e-s du traitement des déchets de l'Île-de-France ou de Marseille, qui sont en grève depuis plus d'une semaine; celle des salarié-e-s de l'énergie qui multiplient les coupures de courant et baisses de production; celle des personnels hospitaliers et des médecins qui démissionnent à tour de bras depuis quelques semaines et qui appellent à une journée de grève nationale le 14 février. Mais aussi et encore les professions libérales qui ont manifesté massivement le 3 février; les agent-e-s et salarié-e-s de la Culture ou encore les enseignant-e-s, mais aussi les facs et les labos en lutte qui se sont réunis à plus de 700 le week-end des 1<sup>er</sup> et 2 février. Sans oublier les lycéen-ne-s, qui sont de plus en plus nombreux à bloquer leurs lycées contre le nouveau bac Blanquer. Et le gouvernement est en train de comprendre qu'il ne suffit pas d'aller sur les plateaux télé et de siffler la fin de la grève pour que celle-ci se termine.

## Tout le monde déteste Macron et son monde

Cette exceptionnelle mobilisation démontre l'ampleur du rejet de

cette réforme dans l'ensemble du monde du travail et de la détestation de plus en plus importante de ce gouvernement. Comment en serait-il autrement quand Pénicaud et les député-e-s LREM ont combattu une proposition de loi proposant de prolonger de cinq à douze jours de congé pour les parents venant de perdre un enfant? Il aura fallu l'intervention du Medef pour assister à un rétro-pédalage...

Comment en serait-il autrement quand Blanquer a fait prélever un jour de grève aux enseignant-e-s qui sont allés à l'enterrement de Christine Renon, cette directrice d'école de Pantin qui s'était suicidée en septembre dernier? Comment en serait-il autrement quand

ce gouvernement met en garde à vue plusieurs dizaines d'heures des mineurs ayant bloqué leur lycée? Comment en serait-il autrement quand ce gouvernement éborgne, mutile celles et ceux qui s'opposent à sa politique d'injustice et de régression sociale? Comment en serait-il autrement quand Michelin licencié-e-s demande aux salarié-e-s licencié-e-s de rembourser leurs pneus ou quand la SNCF verse des primes aux non-grévistes et que la RATP sanctionne des grévistes?

## Un gouvernement très fragilisé

Bien que ce gouvernement semble rester droit dans ses bottes, une chose est certaine: il est très fragilisé. Après que le Conseil d'État a émis de sérieuses réserves sur le projet de réforme des retraites, il vient de suspendre en référé la circulaire Castaner sur les prochaines élections municipales. Mais ce n'est pas tout. Après les nombreuses perturbations pendant les vœux des député-e-s et ministres LREM, c'est désormais le tour des candidat-e-s aux municipales.

La reprise du travail dans les secteurs en reconductible, l'épuisement du calendrier proposé par l'intersyndicale nationale dû à la répétition des journées nationales de mobilisation, l'ouverture du débat parlementaire et le début du tunnel des vacances scolaires, tout cela impose de rouvrir largement les discussions sur la stratégie pour construire la mobilisation. S'il faut continuer à

## COMMENT CONTINUER?

Après des semaines de lutte, les forces s'épuisent même si la colère demeure intacte. Pour faire reculer ce gouvernement, une nouvelle démonstration de force semble nécessaire. Loin des mouvements partiels, étalés dans le temps. Rassembler dans la capitale le même jour toutes les catégories et les branches professionnelles dans une mobilisation centrale et massive reste possible.

Selon Olivier Besancenot « Il faut réussir une grande manifestation à Paris avec un million de personnes... pour préparer une grève générale ». Cette action constituerait la meilleure motion de censure.

JS

défendre la nécessité de la grève, à travailler à son enracinement et son extension, les conditions de son développement sont un peu modifiées à court terme par tous ces facteurs. Le mouvement a besoin de trouver un nouveau souffle, de marquer les esprits, de permettre aux grévistes de gagner de la confiance. Et pourquoi pas une manifestation nationale pour relancer la locomotive?

Joséphine Simphon

Article paru initialement sur le site du NPA (npa2009.org), adapté par notre rédaction

Jeanne Menjoulet



Manifestation contre la réforme des retraites, Paris, 17 décembre 2019

# STOP À L'HUILE DE PALME

Un référendum contre l'accord de libre-échange avec l'Indonésie a été lancé. Rudi Berli d'Uniterre nous le présente. Une carte-réponse est encartée dans ce numéro – à remplir et renvoyer au plus vite!

Le 20 décembre 2019, le parlement a approuvé un traité de libre-échange avec l'Indonésie. Ce traité avait été notamment initié par les secteurs liés à l'industrie de l'exportation suisse. À côté de la libéralisation des investissements, cet accord prévoit une baisse de tarifs douaniers de 35% sur un contingent d'importation avec concession tarifaire qui augmentera progressivement de 10 000 à 12 500 tonnes d'huile de palme.

## Conditions de production mortifères

Actuellement, la Suisse importe environ 32 000 tonnes d'huile de palme par année. Au niveau de la consommation, l'huile de palme se situe en troisième place après l'huile de tournesol et l'huile de

colza et avant l'huile d'olive. L'huile de palme est cultivée dans des monocultures, avec le recours à des pesticides toxiques, au travail des enfants et au travail forcé, ceci dans des conditions de travail misérables. D'immenses zones de forêt tropicale offrant une riche biodiversité sont irrémédiablement détruites: en septembre 2019, 300 000 hectares de forêts étaient encore en feu en Indonésie. Les petits exploitant-e-s et les populations autochtones sont alors chassés de leurs terres.

Il n'y a pas d'huile de palme durable et pourtant elle reste présente dans un produit sur deux. Produite à très bas prix, son importation entraîne une concurrence déloyale avec nos huiles végétales indigènes.

## Absence de contrôle

Alors qu'en Suisse, des normes, certes insuffisantes, sont fixées en matière de protection de l'environnement, des animaux et de la biodiversité, aucune de ces exigences n'est respectée en Indonésie.

Compte tenu de la crise climatique, le transport de marchandises doit aussi être limité. Le commerce mondial a entraîné la destruction de l'environnement. Dans la plupart des pays, le libre-échange n'a augmenté ni la prospérité ni la qualité de vie et ne sert que les intérêts économiques des multinationales.

Comme dans tous les accords de libre-échange, il manque à cet accord avec l'Indonésie des mécanismes de contrôle efficaces et des sanctions contraignantes. Les vio-

lations des droits de humains et du travail, de la protection du climat et de l'environnement ne sont pas l'exception, mais la règle. La durabilité mise en avant des accords est donc réduite à néant.

## Nous n'avons pas de temps à perdre

Très bientôt, nous devons également débattre des accords de libre-échange avec le Mercosur (regroupement d'États sud-américains) et la Malaisie. Il est juste et stratégiquement important de soutenir le référendum maintenant. Ce faisant, nous envoyons un signal pour un commerce mondial juste et équitable.

Le délai référendaire court jusqu'au 9 avril, la récolte de signatures devrait donc être terminée la dernière semaine de mars. Dans le même temps, une campagne de financement participatif a été lancée car nous devons compter sur nos propres moyens pour que cette question puisse être soumise à une votation populaire: « Stop huile de palme » sur WeMakelt.

Rudi Berli

## QUI SOUTIENT LE RÉFÉRENDUM CONTRE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ?

Une alliance issue de la société civile et d'agriculteurs et agricultrices, initiée par le vigneron bio genevois Willy Cretegnny. Le référendum est jusqu'à présent soutenu par: Uniterre, Multiwatch, Incomindios, Agrisodu, Grassrooted, Agrarinfo, Parti Suisse du Travail - POP, solidaritéS, Nouveau Radical, Bioforum, Longo Mai, Solidarité sans frontières, Jeunesse Socialiste, Tier im Fokus, Association des petits paysans, Bäuerliches Zentrum Schweiz, Les Verts Genève, Grève du climat Vaud, FIAN Suisse, Collectif BreakFree Suisse, Fédération Romande d'Agriculture Contractuelle de Proximité (FRACP), PS Genève, Jeunes Vert-e-s Suisse, Les Vert-e-s Vaud, Les Vert-e-s Fribourg, Centre Europe - Tiers Monde (CETIM), Fédération Syndicale SUD, SSP - Le Syndicat des services publics et Slow Food Suisse.

## L'AGROBUSINESS THÉMATISÉ

L'édition 2020 du Forum contre la spéculation traitera du commerce mondial des matières premières agricoles et de leur impact sur le climat. Les accords de libre-échange avec l'Indonésie et le Mercosur seront notamment présentés lors de la première plénière.

→ Samedi 28 mars, 10 h 45 – 17 h  
Pôle Sud, Lausanne



Vendredi 7 février 2020, un petit groupe du comité référendaire s'est rendu devant le siège d'Olam International à Genève. Ce groupe de Singapour est actif dans le commerce d'huile de palme, le négoce de matières premières et l'industrie agro-alimentaire. Cette action visait à dénoncer le rôle des entreprises de trading de matières premières alimentaires tel que l'huile de palme. Quatre sociétés de ce type (Cargill, Bunge, Louis Dreyfuss Company et Olam) implantées à Genève engrangent à elles seules des bénéfices annuels de 220 milliards de Dollars. Cette somme équivaut au PIB de l'ensemble des 40 pays les plus pauvres. Selon le principe du pollueur-payeur, le comité référendaire leur a remis une facture pour les coûts sociaux et environnementaux qu'ils causent.



Culture Cinéma Écologie **Les Enfants du temps**

## UN CONTE CLIMATIQUE

Après le succès de *Your Name*, le réalisateur Makoto Shinkai revient avec un film mêlant amour adolescent et catastrophe climatique dans une pluie diluvienne d'émotions et de détails graphiques.

Le lien avec la nature constitue un thème récurrent du cinéma d'animation japonais. On pense notamment à *Princesse Mononoké* ou à *Nausicaä*. Les films de Makoto Shinkai reprennent ce motif. *Your Name*, quatrième film au nombre d'entrées au Japon, évoquait une catastrophe naturelle à travers la destruction entier

d'un village suite à la chute d'une météorite.

*Les Enfants du temps* quitte le registre de l'événement pour faire du dérèglement climatique non plus une catastrophe épisodique, mais la toile de fond du récit. À Tokyo, il pleut sans discontinuer pendant des jours, des semaines, puis des mois. Le film

nous montre la ville dans un souci du détail époustouflant. Le spectateur se sent plongé en pleine rue, au milieu des immeubles vétustes et des gouttes innombrables.

### Le sacrifice des laissés-pour-compte

Autre particularité de ce film pour le cinéma japonais d'animation,

les protagonistes de l'intrigue sont deux précaires : un jeune garçon, Hodaka, ayant fui son île à la recherche de petits boulots pour survivre, et une jeune orpheline, Hina, devant mentir sur son âge pour travailler dans un fast-food et pouvoir nourrir son petit frère. Cette situation initiale va changer quand le jeune homme va découvrir que Hina est une « fille-soleil », capable de faire apparaître le soleil en priant. Ils vont alors monter une entreprise vendant ses services à celles et ceux qui souhaitent avoir un peu de soleil.

Hodaka et Hina rencontrent le succès un temps, mais sans se rendre compte que, derrière les bonheurs apportés aux individus, une vérité plus sombre se cache. Pour que le soleil revienne véritablement, il faut en effet que la fille-soleil se sacrifie.

Le récit étant centré largement sur l'épanchement des sentiments amoureux adolescents, sa conclusion peut sembler égoïste. Mais elle convoque des métaphores qui résonnent avec notre situation actuelle : le refus du sacrifice des plus précaires pour le confort des un-e-s, l'acceptation du dérèglement climatique comme un fait évident et incontournable, vision d'un monde à peine vivable laissé aux prochaines générations.

Pierre Raboud

À lire Écologie

## COMPRENDRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Si les conséquences du dérèglement climatique se font toujours plus visibles, il n'est pas toujours facile d'en expliquer les causes physiques. C'est ce à quoi s'attelle le livre *Le climat en 8 leçons*.

La grande qualité de ce livre est son aptitude à présenter les mécanismes physiques de ces dérèglements et leur évolution de façon très pédagogique.

Son auteur, chercheur en météorologie et professeur au MIT de Cambridge, est considéré comme un des plus grand-e-s physicien-ne-s de l'atmosphère. Son « intention est de brosser un état des lieux lisible de la science climatique ». En quelques dizaines de pages et dans un langage

clair, la physique de l'effet de serre devient compréhensible.

L'accumulation des gaz à effet de serre et son interaction avec la vapeur d'eau dans l'atmosphère sont étudiées depuis longtemps. En 1906, avant l'avènement de grands centres de calcul, un chimiste suédois avait prédit qu'un doublement du CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère augmenterait la température de la surface de la planète de 4 degrés, soit un résultat compatible avec les esti-

mations actuelles. La complexité des mouvements dans l'atmosphère, les cycles de la vapeur d'eau et ses conséquences sont aussi à la base des grands écarts constatés dans les événements climatiques extrêmes (sécheresse, tempêtes, inondations).

### Comprendre ne suffit pas

Emanuel n'est ni un révolutionnaire, ni un éco-socialiste. Dans la 3<sup>e</sup> édition de son livre, il reconnaît que « la science du climat a continué à beaucoup progresser ». Certes, mais il oublie surtout qu'une nouvelle situation politique est aussi apparue : un nouveau mouvement social de masse s'est construit en réaction aux changements climatiques et aussi face à l'inaction des dirigeant-e-s politiques. Cette contestation internationale ne se contente plus des solutions qu'Emanuel présente dans ses options d'adaptation et d'atté-

nuation. En effet, s'il a de bonnes explications, ses propositions convainquent moins. Son soutien à l'énergie nucléaire est la conséquence de son attachement au mode de production capitaliste et à la croissance économique. Ses connaissances climatiques révèlent ainsi les limites d'une approche exclusivement technocratique. Comprendre ne suffit pas pour trouver une solution. Pour cela, il faut désormais transformer la société et l'économie.

José Sanchez



*Le climat en 8 leçons. Ce que nous savons du dérèglement*, Kerry Emanuel, éditions Le Pommier, 119 pages.



## solidarités

363  
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA  
CH-1211 Genève 2  
P.P. / Journal

LAPOSTE

Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 Agenda
- 3 L'innovation selon Novartis: qui veut payer des millions?
- 4 Credit Suisse dans les pas de Nestlé  
Barbouzerie d'État à la sauce vaudoise
- 5 Municipales en Ville de Genève: mais pour qui donc voter?  
Premier pas d'un long combat
- 6 Jornot: élection incontestée, politique pénale inacceptable  
MNA: une victoire d'étape  
100 millions à portée: signez l'initiative EàG sur les dividendes
- 7 Longue vie à SUGUS, longue vie aux friches industrielles  
Épilogue d'une candidature insolite et réussie
- 8 Notes sur un nouveau coronavirus
- 10 Fribourg: commerces agressifs  
Pour une harmonisation des horaires d'ouverture des magasins dans le canton de Vaud
- 11 Lutte contre le harcèlement de rue: une app et une politique problématique  
Lutter contre le sexisme partout, à chaque instant
- 12 Primaires démocrates: la jeunesse pour Bernie, l'establishment démocrate pour tou-te-s les autres
- 13 Même si Macron ne le veut pas, la mobilisation est toujours là
- 14 Stop à l'huile de palme
- 15 Les Enfants du temps, un conte climatique  
Comprendre le changement climatique

**V**ous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

## SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet: [solidarites.ch/abonnement](https://solidarites.ch/abonnement)

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités  
Case Postale 2089  
1211 Genève 2  
ou abos@solidarites.ch  
ou +41 22 740 07 40